

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 03 Décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EVTV

14 Rue du Clos Baron
35400 Saint-Malo

Références : UD35/2024-625
Code AIOT : 0005501525

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement EVTV implanté 14 Rue du Clos Baron 35400 Saint-Malo. L'inspection a été annoncée le 06/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVTV
- 14 Rue du Clos Baron 35400 Saint-Malo
- Code AIOT : 0005501525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EVTV est une entreprise bretonne spécialisée dans la gestion des déchets dont la collecte et le regroupement d'huiles usagées et de déchets d'hydrocarbures ainsi que dans le traitement des eaux hydrocarburées.

Les activités réalisées sur l'établissement de Saint-Malo situé 10-18 rue du Clos au baron sont :

- la collecte, le regroupement et le transit d'huiles usagées ;
- la collecte, le regroupement et le traitement d'eaux hydrocarburées ;
- le regroupement, le transit et l'égouttage de boues de curage de réseaux de gestion des eaux pluviales ;
- le regroupement, le transit et l'égouttage de boues de curage des réseaux d'assainissement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Air
- Eau
- Installations électriques
- Prévention
- Maîtrise des sinistres

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Air	Arrêté Préfectoral du 02/06/2002, article 3.5
4	Prévention	Arrêté Préfectoral du 02/06/2002, article 7.1.9
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/06/2002, article 7.1.3
7	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Eau	Arrêté Préfectoral du 02/06/2002, article 4.2
5	Prévention	Arrêté Préfectoral du 02/06/2002, article 7.2.2
6	Prévention	Arrêté Préfectoral du 02/06/2002, article 7.2.5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitante est attentive à remplir ses obligations en termes de vérifications. Lorsqu'elle a constaté que celles relatives aux rejets atmosphériques n'avaient pas été réalisées pour 2023, elle a immédiatement contractualisé pour que ces contrôles soient réalisés automatiquement dès 2024 et ce pour les 3 prochaines années.

Par ailleurs, la réalité des actions correctrices doit se traduire par une traçabilité de celles-ci.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2002, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, pollution
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder, à ses frais, à un contrôle des rejets atmosphériques du traitement physicochimique (électrocoagulateur SOLVIN, du bac d'homogénéisation et de la centrifugeuse) par un laboratoire accrédité selon les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- prélèvements par le laboratoire accrédité avant rejet d'échantillons représentatifs- mesure des paramètres conformément au tableau suivant :
Constats : Alors qu'un contrôle des rejets atmosphériques avait bien été réalisé en 2022, aucun contrôle de ce type ne l'a été en 2023. L'exploitante fournit comme explication l'oubli d'envoi du devis signé. Afin de rétablir ces contrôles semestriels, l'exploitante a envoyé un devis signé le 05/09/2024 auprès de l'APAVE. Le contrat prévoit bien une prestation semestrielle déclenchée par le prestataire. Ce contrat a été communiqué à l'inspection des installations classées, par courriel du 11/09/2024. En 2024, le contrôle des rejets atmosphériques se déroulera les 2 et 3 octobre prochains. L'inspection relève que le contrôle de 2022 concluait à l'absence d'émission de mercaptan (COV), de SO ₂ et de HCl tant pour la centrifugeuse que pour le SOLVIN et la cuve 3B. Pour autant, des actions de modification et d'optimisation étaient attendues pour chacun des matériels pré-cités. L'exploitante a fourni, par courriel du 11/09/2024, à l'inspection des installations classées, l'attestation d'accréditation de l'APAVE en ce qui concerne les activités d'analyses relatives à la qualité de l'air. Cette attestation a pris effet le 03/06/2024 et expirera le 30/11/2028. > En plus de la réalisation de la mesure demandée, l'exploitant précisera à l'Inspection les mesures prises pour s'assurer du respect de son programme d'autosurveillance (mesures eau, air, ...)
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2002, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, alimentation
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. L'alimentation en eau de l'établissement est assurée : <ul style="list-style-type: none">- par raccordement au réseau public,- sans préjuger des dispositions du décret du 24 septembre 1992 relatif la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau à partir d'un forage en nappe, par un forage d'un débit horaire maxi de 3 m3/h pour une consommation journalière maxi de 15 m3. L'installation de prélèvement doit être munie d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des indications est réalisé toutes les semaines et est porté sur un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : Le forage présente bien un dispositif de mesure totalisateur. Les prélèvements hebdomadaires sont bien reportés sur un registre. A la lecture de celui-ci, il apparaît que les prélèvements oscillent entre 20 et 30 m3 par semaine ; le volume prélevé est donc assez éloigné du maximum autorisé de 75 m3 (15 m3 quotidien durant 5 jours d'activité). A termes, ce prélèvement pourrait être moindre si la réflexion concernant la réutilisation des eaux en sortie de station d'épuration voyait une suite favorable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2002, article 71.3
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont entretenues en bon état ; elles sont périodiquement - au moins une fois par an - contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : L'exploitante a présenté à l'inspection des installations classées les rapports de contrôle de 2022 (30/09) et 2023 (18/12). Les observations de 2022 ne sont plus citées dans le rapport de 2023. Il peut donc être considéré que les problèmes ont été résolus. Le rapport 2023 fait apparaître deux observations. L'exploitante n'a pas pu assurer à l'inspection des installations classées que des actions correctrices avaient été entreprises. Il est bien prévu qu'un contrôle soit réalisé en 2024. L'exploitante n'avait pas, au jour de l'inspection, connaissance de la date exacte; celle-ci étant annoncée une semaine avant le passage du technicien. > Une traçabilité des actions correctrices se doit d'être mise en œuvre afin de s'assurer de leur réalisation. L'exploitante transmettra les justificatifs de levée des observations formulées en 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Prévention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2002, article 71.9
Thème(s) : Risques accidentels, organisation
Prescription contrôlée : L'exploitant mettra en place une organisation de la prévention en matière de sécurité au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir. Cette organisation portera notamment sur : la conduite des installations (consignes en situation normale ou en cas de crise, essais périodiques, maintenance, formation du personnel), l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement. Les documents correspondants seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : L'exploitante a présenté à l'inspection des installations classées les procédures relatives à l'organisation de la prévention et à l'exploitation. Y sont prévus la conduite des installations en situation normale et en situation de crise, les essais de matériels, les contrôles (avec leur périodicité), les formations. Le document intègre les consignes en cas de déversement accidentel de matières dangereuses. > L'exploitante complètera ce document par un chapitre relatif à l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Prévention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2002, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, évacuation du personnel
Prescription contrôlée : Les installations ,doivent comporter des moyens rapides d'évacuation pour le personnel. Les schémas d'évacuation sont préparés par l'exploitant, tenus à jour et affichés.
Constats : Les bureaux administratifs et le centre de traitement comportent bien des schémas d'évacuation tenus à jour et affichés dans les lieux de passage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2002, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, registre
Prescription contrôlée : La date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre spécial qui est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : L'exploitante a présenté à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle des extincteurs, réalisé le 28/11/2023. Ce rapport établit la numérotation, l'emplacement, le type, la mise en service et l'année de remplacement des extincteurs. Il comprend aussi des commentaires. > L'exploitante est invitée à tenir à jour un document assurant la traçabilité des actions menées suite aux commentaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, exercice
Prescription contrôlée : Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.
Constats : Il n'a pas été organisé d'exercice incendie en 2024. L'exploitante prévoit d'adosser un exercice à la formation relative à la connaissance et la manipulation des extincteurs prévue le 20/11/2024. > A l'issue de l'exercice envisagé le 20/11/2024, l'exploitante communiquera à l'inspection des installations classées le scénario retenu et la synthèse de l'exercice et ce avant le 31/12/2024.
Type de suites proposées : Susceptible de suites